



## Conseil économique et social

Distr. générale  
26 septembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

### Débat de haut niveau

### Compte rendu analytique de la 49<sup>e</sup> séance (chambre B)

Tenue au Siège, à New York, le 19 juillet 2018, à 15 heures

*Président :* M. Matjila (Vice-Président) ..... (Afrique du Sud)

### Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau (*suite*)

- a) Réunion ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social (*suite*)

*Débat général (suite)*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



*En l'absence de M<sup>me</sup> Chatardova (Tchéquie),  
M. Matjila (Afrique du Sud), Vice-Président, prend la  
présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 5.*

**Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau  
(suite) (E/2018/61)**

**a) Réunion ministérielle du Forum politique de  
haut niveau pour le développement durable  
organisée sous les auspices du Conseil  
économique et social (suite) (E/2018/64)**

*Débat général (suite)*

1. **Le Président** invite la réunion ministérielle à reprendre son débat général sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes ».

2. **M<sup>me</sup> Lodhi** (Pakistan), Représentante permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que l'humanité est prise dans une course contre la montre de plus en plus effrénée et peine à trouver des solutions viables et abordables aux problèmes complexes que sont la pauvreté, les changements climatiques, la faim dans le monde ou encore la nécessité de parvenir à un développement inclusif. De par son ampleur, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est une gageure, décideurs et planificateurs devant s'assurer qu'une attention égale est accordée à chaque objectif et chaque cible. Hélas, il n'en est rien. Dans son rapport de 2017 sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable dans la région de l'Asie et du Pacifique (*Asia and the Pacific SDG Progress Report 2017*), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique note que, si la tendance actuelle se poursuit, cette région n'atteindra pas les deux tiers des cibles du Programme 2030. En ce qui concerne les objectifs 15 (écosystèmes terrestres) et 13 (action climatique), le tableau qu'elle dresse est sombre. La Commission signale également que la région n'est pas en voie d'atteindre les objectifs 8 (travail décent et croissance économique), 10 (réduction des inégalités) et 16 (paix et justice), du fait notamment que les fruits de la croissance économique rapide que connaît la région continuent d'être inégalement répartis.

3. Si l'on n'agit pas tout de suite en faveur de certains objectifs, c'est l'humanité tout entière qui risque d'en pâtir. Les flux d'investissements directs étrangers se tarissent rapidement à travers le monde, ce qui pourrait porter durablement atteinte au financement du développement durable. Aussi le Pakistan attend-il avec intérêt la réunion de haut niveau sur le financement du

Programme 2030, qui doit se tenir en septembre 2018. À l'heure où la faim dans le monde gagne de nouveau du terrain et où les conflits, les sécheresses et les changements climatiques freinent les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs 1 (élimination de la pauvreté) et 2 (élimination de la faim), la communauté internationale doit renforcer son action en ciblant davantage ses efforts et en prenant des engagements sincères.

4. Si le Conseil économique et social est un acteur indispensable du Programme 2030, les États n'en doivent pas moins jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de certains de ses objectifs, en fonction de leurs politiques, priorités et besoins propres. Le Pakistan a été un pionnier à cet égard, s'appropriant pleinement le programme de développement durable. Il n'a pas en effet attendu l'adoption officielle du Programme 2030 pour revoir ses politiques nationales et y faire figurer les principes de durabilité. Tous les objectifs de développement durable sont intégrés à son plan national (*Pakistan 2025*).

5. **M<sup>me</sup> Lopes De Jesus Pires** (Timor-Leste), Représentante permanente du Timor-Leste auprès de l'Organisation des Nations Unies, déclare que son pays a à cœur de présenter en 2019 son examen national volontaire. Compte tenu de l'importance que revêtent les institutions démocratiques et la bonne gouvernance pour atteindre les objectifs de développement durable, garantir l'inclusion et pérenniser la paix, la formation récente du huitième Gouvernement constitutionnel timorais, à l'issue d'élections présidentielles et législatives organisées sans assistance extérieure, est un fait qui mérite d'être signalé.

6. S'agissant de l'objectif 6 (eau et assainissement), le Gouvernement timorais a fait des progrès considérables en matière d'accès. Aujourd'hui, environ 91 % de la population urbaine bénéficie d'un accès à l'eau, et 73 % à des installations sanitaires. Le Gouvernement continue d'investir pour renforcer cet accès dans les zones rurales, où ces taux s'élèvent respectivement à 60 et à 30 % environ. Il redouble en outre d'efforts pour améliorer la sécurité de l'approvisionnement en eau, élaborer des stratégies d'adaptation et accroître la résilience de la population face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles.

7. Concernant l'objectif 7 (services énergétiques), le Gouvernement timorais a donné la priorité à la cible 1 (accès universel), ce qui fait que plus de 70 % de la population dispose aujourd'hui d'un accès à l'électricité. Des investissements et des efforts substantiels ont été consentis pour construire des

centrales électriques et l'accès au réseau électrique s'améliore. Pays à fort potentiel éolien, solaire et hydraulique, le Timor-Leste juge également prioritaire la cible 7.2 (énergie renouvelable).

8. Concernant l'objectif 11 (villes et établissements humains), le Gouvernement timorais a fait de l'accès au logement et de l'amélioration des systèmes de transport une priorité, ce dont bénéficieront en particulier les populations des zones reculées et montagneuses. Au titre de l'objectif 12 (consommation et production durables), il a fait des investissements conséquents dans les infrastructures et machines agricoles. Il subventionne les semences et engrais fournis aux fermiers en vue d'accroître la production durable et de réduire la dépendance du pays aux importations. Dans le cadre de l'objectif 15 (dégradation des terres), il promeut, comme composante essentielle du développement durable, l'exploitation durable des écosystèmes terrestres, y compris la gestion durable des forêts et la préservation de la diversité biologique. Ces priorités concourent à la diversification de l'économie, dont l'écotourisme est un pilier central.

9. Le Timor-Leste a adopté la Stratégie et le plan d'action nationaux pour la biodiversité (2011-2020) et fait partie des pays fondateurs de l'Organisation de coopération pour la gestion des forêts d'Asie. À la fois petit État insulaire en développement et pays parmi les moins avancés, il accueille avec satisfaction la création de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés, dont il espère qu'elle lui permettra de renforcer ses capacités dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. Enfin, le pays est fier qu'un Timorais ait rejoint les rangs des Ambassadeurs de la jeunesse pour les océans et le climat embarqués à bord du Bateau pour la paix et prenne part aux débats sur les partenariats stratégiques, la protection des océans et les changements climatiques.

10. **M<sup>me</sup> Khyne** (Myanmar), Représentante permanente adjointe du Myanmar auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que des conflits intérieurs ne cessent de mettre à mal la paix, la stabilité et le développement de son pays depuis bientôt sept décennies. Le Gouvernement du Myanmar s'efforce sans relâche de sortir de l'ornière de la pauvreté et des conflits et de bâtir une union fédérale démocratique. Il continue de s'attacher à mettre pleinement en œuvre le Programme 2030 et a intégré les objectifs de développement durable dans ses plans et politiques de développement national. Bon nombre de ces objectifs ont ainsi été incorporés dans la stratégie économique nationale adoptée en 2016 et dont la priorité sont la croissance et le développement inclusifs. Le Gouvernement du Myanmar élabore actuellement un

train complet de politiques dans le cadre du Plan de développement durable du Myanmar, lequel s'inscrit dans le droit fil du Programme 2030 et des autres programmes mondiaux et régionaux de développement.

11. Conscient qu'il est crucial d'améliorer l'accès à une eau sans risque sanitaire et à l'assainissement, le Gouvernement du Myanmar met en œuvre une gestion intégrée des ressources hydriques en coopération avec ses partenaires. Résolu à assurer un accès universel à l'énergie, il s'emploie à améliorer l'approvisionnement en gaz de pétrole liquéfié et les infrastructures y afférentes, afin de mettre rapidement à la disposition des ménages des moyens de cuisson et de chauffage propres. Il s'attache à fournir à la population des logements adaptés, sûrs et abordables, à développer les infrastructures et à gérer les ressources naturelles du pays de façon durable. Enfin, il s'emploie, dans un esprit stratégique, à faire cesser la déforestation, à inverser le processus de dégradation des terres, à accélérer le reboisement et à protéger les espèces menacées.

12. La mise en œuvre des objectifs de développement durable est lente et le monde est encore loin de les atteindre. Il existe de fortes disparités à l'intérieur des pays et entre eux et les financements ne suffisent pas. Il est urgent de redynamiser les efforts entrepris en nouant des partenariats inclusifs et collaboratifs.

13. **M. Martel** (Observateur du Forum pour le développement des îles du Pacifique) dit que les petits États insulaires en développement du Pacifique sont en première ligne des épreuves que traverse le monde. Ils sont directement touchés par les changements climatiques, l'épuisement des ressources, la croissance urbaine et les menaces qui pèsent sur la santé et la sécurité alimentaire. La résilience aux changements climatiques étant pour eux un impératif, ils continuent de demander que soient adoptées de toute urgence des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Sans résilience climatique, ils ne pourront parvenir au développement durable.

14. En 2015, les dirigeants du Pacifique ont adopté la Charte du Forum pour le développement des îles du Pacifique et créé un forum Sud-Sud multipartite devant permettre à un large public de prendre part, au niveau régional, à la prise de décisions à l'appui du Programme 2030 et de la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa). Actuellement composé de 14 membres, le Forum pour le développement des îles du Pacifique prône un modèle original d'éco-croissance fondé sur l'économie bleue. Il œuvre au renforcement de la résilience dans la région Pacifique grâce à des

partenariats multipartites et à la mise en œuvre de son plan stratégique régional, qui prévoit des solutions spécialement conçues pour favoriser la résilience insulaire.

15. Début 2018, le Forum pour le développement des îles du Pacifique a piloté l'Initiative pour la résilience des petits États insulaires, en partenariat avec Precovery Labs et le Partenariat insulaire mondial et avec l'appui du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Dans le cadre de cette initiative, priorité a été donnée au niveau local à certains objectifs de développement durable en vue de renforcer les capacités et la résilience. Les partenaires du Forum s'emploient désormais à tirer parti des progrès réalisés dans le cadre des projets pilotes menés dans les Palaos, les Fidji et les Îles Marshall et à étendre l'initiative à d'autres îles du Pacifique ainsi qu'aux Caraïbes.

16. **M. de Rojas** (Observateur de l'Ordre souverain de Malte) dit que l'Ordre souverain de Malte s'occupe des pauvres et des malades depuis plus de 900 ans. Il aide en particulier les personnes les plus marginalisées et les plus vulnérables de la planète, quelle que soit leur religion, leur appartenance ethnique ou leur nationalité. L'Ordre gère à l'heure actuelle plus de 2 000 projets dans plus de 120 pays. Dans le cadre de ses activités médicales, sociales et humanitaires, il porte secours aux plus démunis dans le respect de leur dignité. Son action répond parfaitement à l'objectif du Programme 2030 visant à ne laisser personne de côté et favorise l'édification de sociétés durables et résilientes, axe prioritaire du Forum politique de haut niveau de 2018.

17. L'Ordre consacre désormais une grande part de ses activités à apporter une aide aux réfugiés, aux migrants et aux personnes déplacées partout dans le monde, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Il prodigue des soins de premiers secours et d'urgence, tout en fournissant un appui aux projets de développement à long terme dans les pays d'origine, de transit et de destination. Il prête ainsi assistance aux réfugiés syriens dans les hôpitaux situés à la frontière avec la Turquie et ses équipes de sauvetage sont souvent les premières à secourir les embarcations de migrants en mer Méditerranée. En Europe, l'Ordre dispense des soins médicaux et une aide juridictionnelle aux demandeurs d'asile et dirige des programmes visant à faciliter leur insertion dans les sociétés locales.

18. L'aboutissement, la semaine dernière, des négociations sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières est un signe extrêmement encourageant, qui montre que la communauté

internationale est déterminée à appliquer une même stratégie pour tirer avantage des migrations, tout en luttant contre la pauvreté et en œuvrant au développement durable, et à s'attaquer à leurs causes, comme les conflits armés et les changements climatiques. L'Ordre juge nécessaire un changement de paradigme migratoire, la discrimination et la xénophobie devant laisser place à un modèle où l'on reconnaît les droits fondamentaux, la valeur et la dignité de chaque réfugié. Il est prêt à jouer un rôle actif dans l'adoption du pacte lors de la Conférence intergouvernementale chargée de l'adopter qui se tiendra en décembre 2018 au Maroc.

19. **M. Menann-Kouame** (Observateur de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires) souligne que la révolution numérique transforme les sociétés humaines, y compris leurs modes de fonctionnement, d'interaction et de production. Elle améliore avant tout les conditions de vie. Les populations du monde devraient saisir cette occasion pour faire un bond qualitatif vers un mieux-être et un mieux-vivre. Les innovations technologiques facilitent l'accès à l'éducation, à la santé et aux biens et services publics, améliorent les processus de transformation et de production et permettent de réduire les écarts entre les individus dans l'accès aux connaissances à tous les niveaux. Compte tenu de ces progrès, la réalisation des objectifs de développement durable semble possible.

20. Toutefois, cette même révolution numérique s'accompagnera de difficultés, qui pourront avoir un impact sur la soutenabilité et la résilience des sociétés rurales et urbaines. Il faudra veiller de manière constante à ce que les innovations et l'interconnectivité n'accroissent pas les inégalités en creusant la fracture numérique. Cela étant, l'ONU devrait tirer parti du potentiel des technologies numériques pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

21. **M<sup>me</sup> Sall-Beye** (Union internationale des télécommunications [UIT]) estime que les technologies de l'information et des télécommunications sont d'une importance cruciale pour la réalisation des objectifs de développement durable. L'UIT salue les efforts que déploient les pays pour mettre la technologie au service de ces objectifs et rappelle son engagement à aider les pays qui numérisent leur économie et innovent dans des domaines essentiels comme les villes intelligentes, la santé, l'entrepreneuriat numérique, l'alphabétisation numérique, la gestion des déchets électroniques, l'agriculture ou encore la gouvernance intelligente. Les pays entendent bien exploiter les possibilités offertes par la révolution numérique et développer des innovations comme l'Internet des objets. L'UIT est à

l'avant-garde de cette révolution. Il y a quelques semaines seulement, elle a tenu à Genève son deuxième Sommet mondial sur l'intelligence artificielle au service du bien social, où d'éminents spécialistes de l'intelligence artificielle et de l'action humanitaire ont réfléchi aux moyens de tirer parti de l'intelligence artificielle pour hâter la réalisation des objectifs de développement durable.

22. Les infrastructures, de même que l'innovation, l'investissement et l'inclusion, sont indispensables si l'on veut combler la fracture numérique. L'UIT félicite les pays qui donnent la priorité aux infrastructures, notamment lorsqu'elles profitent aux populations des zones rurales et reculées. Elle sait également gré au Secrétaire général d'avoir récemment créé le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique et appuie les efforts visant à renforcer la coopération internationale dans le numérique.

23. À l'heure où plus de la moitié de la population mondiale n'utilise toujours pas Internet, les nombreux bouleversements technologiques en cours risquent, faute d'une gestion adaptée, d'aggraver la fracture entre inclus et exclus du numérique. Ainsi, l'UIT est déterminée à faire en sorte que chacun ait accès à Internet et, en coopération avec les pays et les autres parties intéressées, à investir dans l'innovation numérique, à promouvoir l'inclusion numérique et à aller au contact des jeunes, des femmes et des filles ainsi que des personnes les plus vulnérables.

24. **M. Strong** (Observateur de l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles) dit que la nature est essentielle au bien-être de l'homme et au développement durable. Lors du forum politique de haut niveau, on a vu qu'en protégeant la nature on pouvait régler des problèmes : en préservant les zones humides, on assure la sécurité de l'approvisionnement en eau ; en préservant les mangroves et les forêts, on réduit l'impact des ondes de tempête et des autres catastrophes naturelles ; en établissant autour des villes des zones protégées, on permet un approvisionnement en eau à moindre coût, on crée des espaces de loisirs et on contribue à l'action climatique.

25. Cependant, la nature est soumise à une pression énorme. La diversité biologique diminue à un rythme alarmant sous l'effet de multiples facteurs (extinction des espèces, dégradation des écosystèmes). L'appauvrissement de la biodiversité et la dégradation des terres risquent d'avoir un impact majeur sur la santé et le fonctionnement des écosystèmes. L'environnement doit être protégé, restauré et géré efficacement et

équitablement, de façon que les populations bénéficient réellement de la nature.

26. Il faut agir dès maintenant pour atteindre les cibles du Programme 2030 relatives à la protection du milieu naturel ; plusieurs cibles sont d'ailleurs censées être atteintes dès 2020. La protection de l'environnement donne des résultats, encore faut-il qu'on y œuvre à une échelle suffisante et qu'on ne relâche pas ses efforts. La communauté internationale doit impérativement adopter des politiques adaptées, mobiliser les fonds nécessaires et décider de la manière dont elle entend poursuivre son action après 2020. Cette réflexion doit être menée parallèlement aux débats de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, afin qu'on puisse bâtir des synergies. Les réunions du forum politique de haut niveau ont montré que nombreux étaient les acteurs qui désiraient poursuivre la mise en œuvre du programme de transformation. C'est un facteur d'espoir : protéger la nature, c'est possible.

27. **M<sup>me</sup> Nusseibeh** (Émirats arabes unis), Représentante permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, déclare que son pays, quoique optimiste, juge préoccupantes les conclusions du Secrétaire général dans son rapport faisant le point sur les objectifs de développement durable (E/2018/64), dont il ressort une absence de progrès inquiétante. Ainsi, alors même que les énergies renouvelables sont devenues la source d'énergie la moins chère dans de nombreux pays, un milliard de personnes environ demeurent privées d'électricité et plus de trois milliards de personnes n'ont pas accès à des modes de cuisson propres. L'élimination de la pauvreté et la croissance économique nécessitent un accès fiable et abordable à l'énergie. La biodiversité et l'approvisionnement en eau sont également des sujets d'inquiétude, tandis que le flou demeure quant aux mesures que prendront les États Membres et l'ONU dans ce domaine. <https://undocs.org/E/2018/64>

28. Les Émirats arabes unis invitent l'Organisation à s'attarder davantage sur les moyens de remédier aux obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Le forum politique de haut niveau devrait s'employer à trouver des réponses collectives aux problèmes, et les institutions spécialisées des Nations Unies à définir des stratégies permettant de pallier aux lacunes.

29. Les Émirats arabes unis saluent néanmoins le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, qui permettra de donner suite de façon plus cohérente aux conclusions du forum politique de haut niveau. Permettre aux coordonnateurs résidents de



demander l'appui des organismes des Nations Unies en se fondant sur le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et les indicateurs nationaux garantira une meilleure adéquation des ressources onusiennes aux besoins des pays. Les Émirats arabes unis apporteront leur appui au nouveau système des coordonnateurs résidents sur le terrain, ayant déjà décidé de le financer à hauteur de 500 000 dollars par an jusqu'en 2030. Conscient que la réforme du système des Nations Unies pour le développement exige un financement substantiel, le pays engage les autres donateurs potentiels à verser sans tarder de généreuses contributions afin de rendre ce système plus fiable et plus prévisible.

30. Les Émirats arabes unis se félicitent de la création, à l'initiative du Secrétaire général, du Groupe de haut niveau sur la coopération numérique et de l'importance que ce dernier accorde aux partenariats public-privé. Le pays se réjouit de voir l'ONU étendre son action au domaine de la coopération technologique aux fins du développement, ce qui pourrait accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

31. **M<sup>me</sup> Cuevas Barron** (Observatrice de l'Union interparlementaire [UIP]) dit que le multilatéralisme et la coopération sont les deux fondements principaux de l'action de l'UIP. L'Union compte plus de 178 membres représentant 46 000 parlementaires de par le monde et œuvre en faveur de la démocratie et de la défense des droits de la personne.

32. L'Union veut traduire les paroles en actes et est persuadée que la transformation du monde commence au niveau local. Elle agit à cette fin en étroite coordination avec l'Organisation, ayant signé avec elle un accord de coopération, et œuvre aux côtés des parlements nationaux à l'application des résolutions des organes de l'ONU. Plus de 90 pays ont voté en faveur de la résolution récemment adoptée par l'Assemblée générale qui fait du 30 juin la Journée internationale du parlementarisme.

33. Les parlementaires jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre du programme de développement. Il leur appartient de ratifier et d'adopter les accords de développement, d'apporter au droit interne les modifications nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable, de contrôler leur mise en œuvre, de veiller au respect du principe de responsabilité et d'établir les budgets qui financeront, pendant les 12 prochaines années jusqu'à 2030, les activités entreprises à ce titre. Les parlementaires sont l'intermédiaire naturel entre le programme de développement international et les citoyens. L'UIP sensibilise et informe les parlementaires à ce sujet,

préconise des stratégies de mise en œuvre, organise des ateliers aux niveaux national, régional et international et encourage l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Elle a mis sur pied des mécanismes d'évaluation nationaux et élaboré un manuel à l'usage des parlementaires qui souhaitent s'auto-évaluer.

34. **M. Pinheiro** (Organisation internationale du Travail [OIT]) déclare que l'OIT a récemment réorienté sa stratégie et ses programmes dans le sens du Programme 2030, y compris dans le cadre du dialogue mondial précédant le centenaire de l'organisation, qui aura lieu en 2019. L'imbrication entre croissance économique, environnement et travail décent est une question d'une importance cruciale pour la mise en œuvre du Programme et le devenir des marchés du travail.

35. Étant donné que 1,2 milliard d'emplois, notamment dans l'agriculture, la pêche et la sylviculture, sont tributaires d'un environnement sain, bien géré et durable, la dégradation de l'environnement met en péril les services écosystémiques et les emplois qui en dépendent. Ses effets sont particulièrement sensibles pour les travailleurs les plus vulnérables.

36. Indispensable au sauvetage de la planète, la transition vers une économie verte n'exclut en rien l'amélioration des conditions d'emploi. L'une des principales conclusions auxquelles est parvenue l'OIT dans son rapport phare intitulé *Emploi et questions sociales dans le monde* est que certains pays sont parvenus à améliorer leur marché du travail tout en privilégiant une croissance sans émissions de carbone. Ce rapport montre que les tensions entre économie et environnement sont créatrices d'opportunités. Le passage à une économie plus verte pourrait créer, si l'on fait les bons choix politiques, jusqu'à 24 millions d'emplois. Établis par l'OIT, les *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous* offrent un cadre général et des outils concrets pour aider les pays, quels qu'ils soient, à gérer leur transition vers des économies à faible émission de carbone.

37. **M. Tavares** (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO]) note que, trois ans après l'adoption du Programme 2030, la faim augmente et qu'il faut agir de toute urgence pour inverser cette tendance. En outre, l'obésité et la malnutrition sont une source de préoccupation croissante dans les pays développés et en développement. Alors que plus de 800 millions de personnes sont sous-alimentées, un tiers des aliments produits est jeté ou perdu. Le même sort échoit à de précieuses ressources naturelles qu'il faudrait exploiter et gérer de manière durable.

38. L'urbanisation rapide et la croissance démographique des villes rendent nécessaires un meilleur approvisionnement alimentaire, le développement des services et une plus grande protection sociale. Alors que la population urbaine s'accroît, la pauvreté extrême se concentre dans des zones rurales où les femmes, les enfants et les jeunes en particulier pâtissent d'un accès restreint à l'eau, à l'énergie et à l'éducation. Environ 80 % des pauvres de la planète vivent dans des zones rurales. On ne peut résoudre les difficultés en y remédiant une à une ou en en privilégiant certaines par rapport aux autres. L'orateur préconise de mener, dans le cadre d'une nouvelle alliance entre zones rurales et urbaines, une action globale visant à garantir que les systèmes alimentaires demeurent inclusifs, résilients et durables afin de ne faire aucun laissé-pour-compte, ni dans les campagnes, ni dans les villes.

39. Peu d'activités humaines lient aussi étroitement toutes les dimensions du développement durable que celles qui concourent à la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs et durables. Elles peuvent influencer directement sur la disponibilité et la qualité de la nourriture et favoriser la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois décents, contribuant ainsi à la santé, au bien-être et à la résilience des populations rurales. La transformation des systèmes alimentaires est en outre nécessaire pour s'assurer que l'agriculture au sens large (y compris la pêche) contribue à une utilisation et une gestion durables des ressources naturelles. Il est primordial de développer une agriculture durable pour optimiser l'utilisation de l'eau, protéger et restaurer les écosystèmes et enrayer la perte de biodiversité. La mise en place de systèmes alimentaires durables et inclusifs peut constituer un levier de développement durable, à condition néanmoins de promouvoir la réalisation du Programme 2030 dans toutes ses dimensions.

40. **M. El Nour** (Organisation internationale pour les migrations [OIM]) dit que les migrants contribuent de façon positive à transformer nos sociétés en des sociétés viables et résilientes et que l'on ne peut nier l'importance que revêtent les migrations pour le développement et la croissance économique.

41. Bon nombre d'États Membres ont déjà présenté les conclusions de leur examen national volontaire. Quarante-sept l'ont fait en 2018 (contre 43 l'année précédente); parmi eux, huit ont rendu compte des progrès accomplis en matière migratoire.

42. Le forum politique de haut niveau de 2019 portera en particulier sur l'objectif 10, notamment la cible 7 (Faciliter la migration de façon ordonnée, sûre et régulière). À cette fin, l'OIM encourage les équipes de

pays, à la faveur des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, à faire de la question des migrations une priorité. En collaboration avec le PNUD et le Groupe mondial sur la migration, l'OIM élabore un manuel pour aider les États Membres à intégrer les thématiques migratoires dans leurs plans nationaux de développement. Elle œuvrera également, avec les États Membres et les organisations régionales, à faire figurer ces questions dans les programmes de coopération régionale et de coopération Sud-Sud. Une grande partie des migrations ayant lieu à l'échelle régionale, c'est dans le cadre des programmes de développement régional qu'il convient d'examiner la question des envois de fonds des migrants vers leurs pays d'origine et de leurs autres contributions à cet égard. L'OIM s'attachera, aux côtés des États Membres, à renforcer la cohérence entre les politiques migratoires et l'action entreprise dans des domaines connexes, comme les catastrophes naturelles et les changements climatiques, deux phénomènes susceptibles de ralentir les progrès en matière de développement.

43. Il est primordial de disposer de données à jour en quantités suffisantes. L'OIM élabore, en coopération avec l'Economist Intelligence Unit, un indice de gouvernance des migrations, qui permettra aux pays d'évaluer leur politique migratoire dans leur ensemble. Enfin, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, elle recueille des données concernant l'indicateur 10.7.2 (Nombre de pays ayant mis en œuvre des politiques migratoires bien gérées) du Cadre de gouvernance des migrations.

44. **M. Toscano-Rivalia** (Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes) dit qu'il est indispensable d'intégrer dans les plans nationaux des stratégies de réduction des risques de catastrophe, afin que ces risques soient pris en compte dans les activités de développement durable, et salue les efforts des pays en ce sens.

45. Il est essentiel, pour la réalisation des autres cibles et des objectifs de développement durable, d'atteindre la cible e) du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, à savoir : augmenter nettement, d'ici à 2020, le nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe. Pour atteindre cette cible d'ici à 2020, une action concertée et une coopération internationale s'imposent. Des efforts plus ciblés sont également nécessaires pour élaborer des stratégies visant à faire entendre la voix des femmes, des filles, des personnes handicapées, des personnes âgées et des jeunes.

46. La réduction des risques de catastrophe doit absolument être prise en compte dans les budgets

nationaux et l'aide publique au développement (APD). L'information en matière de risques de catastrophe est essentielle si l'on veut encourager les acteurs publics et privés à investir à long terme en connaissant ces risques. Il incombe à l'ensemble des parties concernées de prendre les mesures nécessaires pour réduire les risques de catastrophe.

47. La réunion du forum politique de haut niveau qui se tiendra en 2019 sous les auspices de l'Assemblée générale sera l'occasion d'examiner comment ces risques sont pris en compte dans la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable. À l'avenir, l'examen des progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs devra faire une place aux mesures prises pour réduire les risques de catastrophe. Dans l'intérêt des débats, il pourrait être utile de faire participer les coordonnateurs du Cadre de Sendai à tous les mécanismes nationaux de mise en œuvre des objectifs de développement durable, y compris à l'examen national volontaire.

48. **M. Emtairah** (Directeur du Département de l'énergie de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel [ONUDI]) estime que les objectifs de développement durable examinés au cours du forum politique de haut niveau de 2018 sont essentiels à la réalisation d'un développement inclusif et durable qui favorise l'adoption de solutions énergétiques propres et la réduction de l'empreinte écologique, contribuant ainsi à la conservation des ressources naturelles et à la réalisation des objectifs 6, 12 et 15. Les industries bénéficiant de politiques, de technologies et de pratiques axées sur l'efficacité énergétique ainsi que d'un accès bon marché aux énergies renouvelables renforceront les efforts déployés par les pays pour s'inscrire dans une trajectoire de croissance à faible intensité de carbone et à faibles émissions et, ainsi, contribuer à la réalisation de l'objectif 7. Les industries intelligentes et les pôles industriels en milieu urbain pourront être incités à se convertir à une utilisation efficace des ressources et à développer leur compétitivité industrielle sur les marchés locaux, aux fins de l'objectif 11.

49. Organisée pour préparer l'examen de l'objectif 7 dans le cadre du forum politique de haut niveau, la session spéciale du Forum de l'énergie de Vienne de 2018 a permis de recenser les nombreux avantages qui découlent, pour le développement durable, des trois phénomènes à l'œuvre dans la transformation des systèmes énergétiques : la décarbonisation, la numérisation et la décentralisation. L'ONUDI a constaté que la quête de solutions simples aux problèmes complexes que posent le développement d'une énergie durable et la lutte contre les changements

climatiques avait favorisé l'innovation et à la création d'entreprises à l'échelle locale dans le domaine de l'énergie propre.

50. Forte de son expertise en matière de développement industriel inclusif et durable, des initiatives qu'elle a engagées dans ce domaine et des enseignements qu'elle en a tirés, l'ONUDI souligne le rôle que joue l'industrialisation dans le développement et la réduction de la pauvreté. En collaboration avec ses États membres et ses partenaires, elle continue d'œuvrer en faveur du Programme 2030 en veillant à ce que tous les pays, peuples et groupes sociaux aient les mêmes possibilités de développement industriel et à ce que les fruits de l'industrialisation soient répartis entre eux équitablement.

51. **M<sup>me</sup> Davtyan** (Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida [ONUSIDA]) dit qu'elle examinera en particulier les liens qui existent entre l'objectif de développement durable n° 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables) et la lutte contre le sida.

52. Dans chaque pays, les villes abritent une part considérable du nombre de personnes atteintes du VIH. Le taux de prévalence du virus est plus élevé dans les zones urbaines qu'en milieu rural, et un quart environ des personnes vivant avec le VIH se répartissent entre quelque 200 villes. Dans la lutte contre l'épidémie de sida, les villes jouissent d'un avantage comparatif mais se heurtent également à des difficultés qui leur sont propres. En effet, il est facile en ville de toucher un grand nombre de personnes et de leur fournir des services sanitaires et sociaux à des coûts abordables ; en revanche, trop de citoyens vivent dans des taudis, souffrent de la pauvreté et des inégalités économiques et sociales, sont victimes de violences et d'atteintes à leurs droits fondamentaux et ont peu accès aux services de santé de base, ce qui accroît leur vulnérabilité face au VIH.

53. Une stratégie de lutte contre le sida qui promeut la santé, l'inclusion sociale et l'égalité des sexes peut offrir un cadre propice au développement urbain. Réciproquement, l'avènement de villes sûres, saines et durables peut contribuer de manière décisive à la lutte contre cette maladie. En 2014, le Directeur exécutif d'ONUSIDA, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), la maire de Paris et l'International Association of Providers of AIDS Care ont signé la Déclaration de Paris intitulée « Mettre fin à l'épidémie de sida : les villes s'engagent ». Depuis lors, plus de 250 villes et municipalités se sont engagées à accélérer les efforts



qu'elles déploient contre le sida et à combattre les disparités dans l'accès aux services de base, à la justice sociale et à l'emploi. En outre, le Nouveau Programme pour les villes consacre l'engagement d'éradiquer l'épidémie de VIH/sida d'ici à 2030.

54. Bien que le relâchement des efforts dû à l'obtention de succès partiels fragilise la lutte mondiale contre le sida, on peut encore atteindre les objectifs fixés pour 2020 si l'on prend des mesures immédiates. L'ONUSIDA engage les États Membres à accélérer et à intensifier leurs efforts pour s'acquitter de leur engagement commun.

55. **M. Khiari** (Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies) dit que son pays a intégré les objectifs de développement durable dans son plan de développement national pour la période 2016-2020. Ce plan, qui répond également aux objectifs de l'Agenda 2030 de l'Union africaine que la Tunisie souhaite appliquer, s'articule autour de cinq priorités : la bonne gouvernance ; le développement de l'économie nationale ; le développement humain et l'intégration sociale ; le développement régional ; l'économie verte et le développement durable.

56. La Tunisie s'emploie à accroître ses ressources en eau et à améliorer la gestion de l'eau courante, construit des barrages et promeut grâce à des partenariats public-privé l'exploitation des ressources non conventionnelles, notamment le dessalement de l'eau de mer et de l'eau salée des aquifères. Elle prévoit également de remettre en état des stations d'épuration des eaux usées.

57. S'agissant de l'objectif 7, la Tunisie soutient la production d'énergie propre et les initiatives visant à encourager l'investissement privé dans ce domaine, la construction de nouvelles centrales électriques et l'utilisation du gaz naturel pour réduire la facture énergétique.

58. S'agissant de l'objectif 11, la Tunisie s'est engagée à utiliser les sols d'une manière équitable et respectueuse de l'équilibre écologique, veille à l'intégration complète des zones urbaines et rurales et s'emploie à assurer un accès équitable aux infrastructures de base, tout en veillant à préserver l'environnement, à s'adapter aux changements climatiques et à favoriser la résilience face aux catastrophes.

59. Dans le cadre de l'objectif 12 (modes de consommation et de production durables), la Tunisie a lancé des projets visant à développer les énergies renouvelables et les technologies environnementales et biologiques. Elle attache en outre une grande

importance à la création d'entreprises innovantes, à la recherche scientifique appliquée et la formation des ingénieurs dans les domaines d'avenir.

60. Conformément à l'objectif 15, la Tunisie s'emploie à protéger et à préserver ses richesses naturelles, en luttant contre le braconnage, la sécheresse et la surexploitation des terres arables, ainsi qu'à préserver ses ressources marines et la biodiversité.

61. **M. Blickley** (Fédération internationale pour la planification familiale), s'exprimant au nom du grand groupe des femmes, estime que la justice climatique, le commerce équitable, l'égalité des sexes et le développement équitable sont impossibles sans solidarité internationale et des interventions fondées sur la prise en compte des besoins locaux. Souvent, les populations locales subissent de plein fouet les conséquences de problèmes structurels transversaux, qu'elles doivent à la fois affronter et résoudre par des moyens inédits sans pouvoir toujours remédier à leurs causes profondes. De par leur transversalité, les objectifs de développement durable reflètent la complexité de la situation des femmes.

62. Le grand groupe des femmes souhaite faire plusieurs recommandations. Premièrement, les pouvoirs publics doivent soutenir activement la participation réelle des femmes à la prise de décisions, en donnant aux plus marginalisées ou à tel ou tel groupe de femmes la possibilité concrète de participer à l'élaboration des programmes et politiques les concernant. Deuxièmement, il faut recueillir davantage de données ventilées par sexe et par âge, afin de pallier l'insuffisance des données relatives aux femmes et de mieux informer l'élaboration des budgets et des politiques. Troisièmement, il faut intégrer des stratégies de déconstruction des normes sexistes dans toutes les politiques et tous les programmes adoptés au titre des objectifs de développement durable, en vue de favoriser la participation des femmes à la vie publique et l'égalité des sexes. Il s'agit notamment de combattre les mariages précoces et les mariages forcés, les violences sexistes, les logiques de pouvoir qui maintiennent les femmes et les filles dans l'infériorité, l'opprobre attaché à l'aménorrhée, ainsi que les préjugés visant les femmes qui œuvrent dans le secteur des énergies renouvelables.

63. Le grand groupe rappelle également qu'il faut valoriser les travaux de soin non rémunérés auxquels se livrent les femmes, en alléger la charge et les répartir plus équitablement. C'est en développant des infrastructures, des programmes de protection sociale et des services de santé qui tiennent compte des questions de genre que l'on pourra réduire le fardeau du travail domestique qui pèse de manière disproportionnée sur

les femmes et les filles et compromet leurs perspectives d'éducation et d'emploi. En intégrant la problématique femmes-hommes dans les budgets, les pouvoirs publics pourront en outre procéder à une analyse comparative de l'incidence des budgets sur les deux sexes et allouer les fonds nécessaires pour atteindre les objectifs d'égalité des sexes. Il faut en outre protéger les droits des femmes à posséder et contrôler des terres, des biens immobiliers, des ressources énergétiques et d'autres ressources productives en supprimant les lois discriminatoires et en adoptant des politiques volontaristes. Enfin, il faut asseoir le principe de responsabilité à tous niveaux, local comme mondial, en veillant notamment à ce que les groupes de femmes et les groupes féministes participent aux procédures d'examen, de façon rigoureuse et transparente, y compris dans le cadre du forum politique de haut niveau.

64. **M. Bojanic** (Forum européen de la jeunesse), parlant au nom du grand groupe des enfants et des jeunes, dit que l'inclusion et la participation effectives des enfants et des jeunes sont nécessaires à l'édification de sociétés durables et résilientes et à la réalisation du Programme 2030. Les enfants et les jeunes sont des agents de changement essentiels. Il est impératif, notamment pour les plus marginalisés et défavorisés d'entre eux, de veiller à ce qu'ils puissent faire entendre leur voix et participer à des actions civiques ainsi qu'à la prise de décisions publiques.

65. Les sociétés seraient sans doute plus aptes à s'adapter au changement si elles tenaient compte des idées des enfants et des jeunes et de leurs contributions au développement durable et si elles s'intéressaient davantage aux faits, aux données, aux solutions qui fonctionnent et à leurs effets sur les différents groupes sociaux. Les pratiques non durables obèrent l'avenir des enfants et des jeunes. Notre système repose sur l'idée fausse que les fruits de la croissance économique profitent à tous alors qu'il devrait se soucier avant tout du bien-être des populations et de la planète et promouvoir une autre conception du progrès. Le déni de l'action collective, le rejet du multilatéralisme et les reculs en matière de droits de l'homme sapent l'action entreprise en faveur du Programme 2030. La prise en main du développement par les acteurs locaux et le développement de leurs capacités sont certes nécessaires pour renforcer la durabilité et la résilience, mais la communauté internationale ne doit pas non plus relâcher ses efforts ni perdre de vue ses responsabilités.

66. **M. Vázquez Alarcón** (Observateur de l'International Federation for Family Development) dit que son organisation pilote, dans le cadre de l'objectif 11 et du Nouveau Programme pour les villes,

le projet intitulé « *Inclusive Cities for Sustainable Families Project* » (« Des villes inclusives pour des familles durables ») en vue de répondre aux défis posés par la croissance de la population urbaine dans le monde, dont la part devrait passer de 55 % en 2018 à 60 % en 2030. Des groupes de discussion composés d'experts, de décideurs et de membres de la société civile ont tenu deux réunions, l'une en Italie et l'autre au Brésil, afin de réfléchir à la manière dont les villes contemporaines pouvaient devenir résilientes et fournir des services aux familles.

67. Lorsqu'on aménage une ville, il faut notamment : prendre en compte toutes les familles et tous les groupes sociaux, intégrer des pratiques d'urbanisme souples et écologiques et garantir un accès universel aux services sociaux ; faciliter l'accès au logement, sous la forme notamment de solutions multigénérationnelles, y compris à un logement adapté aux soins (pour les personnes âgées) et à un logement abordable (pour les jeunes) ; mieux articuler nouvelles technologies et inclusion sociale en vue de résorber la fracture numérique, par exemple par la formation des personnes âgées ; prévoir des structures de garde d'enfants accessibles et abordables à proximité du domicile ou du lieu de travail des parents et pourvoir à l'éducation des parents et à l'éducation intergénérationnelle ; mettre en place des programmes visant à répondre aux besoins des familles vulnérables (familles monoparentales ou nombreuses et familles de migrants) ; faire des rues un lieu accueillant. En œuvrant ainsi, on peut garantir l'épanouissement des personnes, des familles et de toute la société.

68. **M. Carvalho** (WaterAid), s'exprimant au nom du grand groupe des organisations non gouvernementales (grand groupe des ONG), dit que le monde n'est pas en voie d'atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'inégalité croissante, l'incapacité à saisir l'urgence de la situation et la perte du sens des responsabilités font qu'il est indispensable de changer sans délai d'orientation et de donner la priorité à l'équité, aux droits de l'homme et à la justice. Même si 191 États Membres ont voté en faveur de la déclaration ministérielle, les débats du forum politique de haut niveau pour le développement durable ont montré que l'engagement et l'esprit d'initiative continuaient de faire défaut dans la mise en œuvre du Programme 2030.

69. À la différence du Conseil des droits de l'homme, le forum politique de haut niveau ne peut pas décider de faire établir des rapports, parallèles ou officiels, sur l'application du Programme dans tel ou tel pays – un point qu'il faudra aborder lors de l'examen en 2019 des modalités de fonctionnement du forum. L'orateur

accueille avec satisfaction la décision de principe d'autoriser chaque grand groupe et groupe d'intérêt à organiser une manifestation parallèle lors de la réunion du forum en 2019. Il est regrettable qu'au cours du forum de 2018, la société civile n'ait obtenu que 20 % du temps alloué aux manifestations parallèles officielles, alors même qu'une journée entière a été consacrée à un forum d'entreprises tenu à huis clos. Les grands groupes et groupes d'intérêt ont eu moins l'occasion d'intervenir, en particulier dans les réunions consacrées aux examens nationaux volontaires : de toute évidence, une déclaration de deux minutes ne suffit pas à tous les représenter. Le cadre actuel n'est pas adapté à la tenue d'un dialogue utile et constructif, les intervenants ne disposant pas du temps nécessaire pour exprimer dûment leurs préoccupations.

70. Le forum politique de haut niveau doit donner l'exemple. Il doit créer les conditions d'un dialogue utile et constructif et être un lieu où l'on apprend et où l'on rend des comptes. Tout en se réjouissant de voir les chefs d'État se réunir en 2019 à l'ouverture de l'examen des modalités de fonctionnement du forum, le grand groupe des ONG est très inquiet que le forum ne remplisse pas comme on l'attendait son rôle de suivi et d'examen et qu'il ne contribue guère à la recherche d'une solution à la crise des grandes structures globales dans lesquelles il s'insère. Le groupe entend continuer de veiller à ce que la voix de la justice l'emporte sur celle de pouvoirs sclérosés et espère que son énergie et son engagement viendront contrer les forces de l'inertie qui habitent le système multilatéral. En conclusion, il appelle les États à se servir du forum politique de haut niveau pour faire véritablement avancer la mise en œuvre du Programme 2030 en prenant des initiatives et en donnant des orientations politiques. Les modèles politiques, économiques, sociaux et environnementaux doivent désormais se recentrer sur les droits de l'homme et la dignité pour tous.

71. **Le Président** dit qu'il a été pris note des préoccupations exprimées par le représentant du grand groupe des ONG et que celles-ci seront dûment examinées.

72. **M. Parmegiani** (Observateur de la Legião da Boa Vontade) dit qu'il est essentiel de reconnaître la place qu'occupent la société civile et les mouvements locaux dans le processus intergouvernemental. L'organisation Legião da Boa Vontade lutte contre toutes les formes de pauvreté et gère un réseau de 95 centres éducatifs implantés dans sept pays (Brésil, Argentine, Bolivie, Paraguay, Uruguay, Portugal et États-Unis d'Amérique). Grâce à ses programmes éducatifs et sociaux inscrits dans le droit fil des objectifs de développement durable, et avec l'aide des communautés

pour lesquelles elle agit, elle a touché plus de 600 000 personnes vulnérables au cours de la seule année 2017. Cette mobilisation à grande échelle en faveur de l'action solidaire montre que les populations ont la capacité de trouver des solutions aux problèmes mondiaux dès lors qu'on leur en donne l'occasion.

73. Résilience et durabilité ne seront possibles que si le monde se rééduque et promeut un développement humain holistique pour rendre la société plus solidaire, plus altruiste et plus œcuménique. L'approche adoptée par la Legião da Boa Vontade, « du bas vers le haut », constitue une autre stratégie – audacieuse et concrète – de mise en œuvre des objectifs du Programme 2030. L'épanouissement moral et spirituel importe autant que la politique économique et sociale ou que les avancées technologiques et peut contribuer à éliminer l'inégalité, la violence et l'indifférence.

74. **M. Jensen** (Observateur de l'Académie russe des sciences naturelles) dit que M. Elzinga, M. Ashenaf et lui-même vont s'exprimer au nom des populations montagnardes et tient à remercier l'Académie russe des sciences naturelles de leur offrir cette occasion de prendre la parole. Il fait observer que les changements climatiques et les migrations ont aggravé la situation des populations montagnardes, qui font déjà partie des populations les plus pauvres et les plus mal loties du monde. D'après une étude récente de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du secrétariat du Partenariat de la montagne, environ 39 % de la population montagnarde des pays en développement sont en proie à l'insécurité alimentaire. Entre 2000 et 2012, le nombre de personnes vivant dans les régions de montagne exposées à l'insécurité alimentaire a augmenté de 30 %, tandis que leur nombre total n'augmentait que de 16 %.

75. **M. Elzinga** (Observateur de l'Académie russe des sciences naturelles) dit que la réalisation des cibles 6.6, 15.1 et 15.4 (objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 6 et 15) est indispensable au bien-être des populations montagnardes. Depuis 2007, l'Université d'Utah Valley, avec l'appui du Partenariat de la montagne, fait participer des étudiants à des activités visant la réalisation de ces cibles. L'*Utah International Mountain Forum*, une association qui regroupe plusieurs cercles d'étudiants de l'université, tente de résoudre un certain nombre de problèmes concrets auxquels se heurtent les populations montagnardes.

76. **M. Ashenaf** (Observateur de l'Académie russe des sciences naturelles) dit que, lors de la soixante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, l'*Utah International Mountain Forum* a défendu la cause des montagnardes et rendu compte des

conférences internationales sur les montagnardes qu'il a organisées conjointement avec ses homologues kirghizes, en application de la résolution 53/24 de l'Assemblée générale intitulée « Année internationale de la montagne, 2002 ». Les recommandations de l'*Utah International Mountain Forum* au sujet du rôle essentiel que jouent les femmes dans la mise en œuvre de deux objectifs relatifs aux régions montagneuses figurent dans le rapport de 2016 du Secrétaire général sur le développement durable dans les régions montagneuses (A/71/256). Les étudiants ont levé 250 000 dollars en faveur de la réalisation de ces cibles. L'*Utah International Mountain Forum* est l'exemple même du rôle que peuvent et doivent jouer les étudiants dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les universités des zones rurales et montagneuses du monde entier peuvent s'en inspirer pour proposer à leurs étudiants des activités bénéfiques et permettre aux communautés des régions de montagne de devenir des sociétés durables et résilientes.

77. **M<sup>me</sup> Jappie** [Observatrice pour le Centre du commerce international (CCI)] dit que le CCI est l'organisme de développement conjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'ONU, celle-ci agissant par l'intermédiaire de la CNUCED. Prenant pour cadre de référence le Programme 2030 et ses 17 objectifs de développement durable, le CCI et ses partenaires aident des micro-, petites et moyennes entreprises des pays en développement à devenir plus compétitives sur les marchés internationaux. Aussi bien dans le Programme 2030 que dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, l'on insiste sur le fait que le commerce international favorise une croissance inclusive, joue un rôle essentiel dans la création d'emplois et la réduction de la pauvreté et contribue grandement au développement durable.

78. En dépit de ses bienfaits, on voit désormais dans le commerce un obstacle à la souveraineté nationale et un jeu à somme nulle. La solution aux déséquilibres commerciaux ne réside pourtant pas dans l'abandon de la coopération multilatérale mais dans les moyens de la rendre plus transparente, plus inclusive et plus efficace, afin qu'elle profite aux 99 %. Le CCI accorde ainsi une attention particulière aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral, aux petits États insulaires en développement, aux pays d'Afrique subsaharienne et aux pays qui sortent d'un conflit, apportant son soutien aux micro-, petites et moyennes entreprises, en particulier celles qui emploient des populations vulnérables comme les femmes et les

jeunes. Concentrant son action sur 10 objectifs de développement durable, dont l'objectif n° 12 relatif aux modes de consommation et de production responsables, le CCI s'emploie à mettre le commerce au service du développement durable, le but étant d'aider les entreprises à comprendre leur place dans la chaîne d'approvisionnement et à gagner en durabilité. Aux côtés des organisations multilatérales de promotion du commerce siégeant à Genève et de ses organisations mères, à savoir la CNUCED et l'OMC, il fera tout son possible pour mettre le commerce et sa formidable puissance au service du Programme 2030.

79. **M. Joshi** (Observateur de Vaagdhara) dit que l'évolution des conditions socioéconomiques, politiques et climatiques ont fragilisé et appauvri les populations autochtones jadis prospères de la partie occidentale de l'Inde. L'agriculture ne permet plus de vivre, du fait de l'augmentation des coûts de production, des conditions climatiques difficiles et de la disparition des savoirs traditionnels qui permettaient la production à faible coût d'aliments à forte valeur nutritionnelle.

80. Pour garantir la souveraineté et la sécurité de la population autochtone d'Inde et préserver son identité et sa dignité, l'orateur plaide pour la promotion de pratiques agricoles écologiques et durables qui englobent les connaissances et savoirs traditionnels et visent à réduire ou à éliminer l'utilisation d'engrais chimiques, tout en favorisant la conservation des sols. En outre, il faut donner à chaque enfant la possibilité de grandir et de s'épanouir par l'éducation, éliminer le travail des enfants et juguler l'exode rural. À cette fin, il est indispensable que les crédits budgétaires alloués au développement des zones tribales soient utilisés à bon escient et que les administrations publiques qui en font mauvais usage rendent des comptes.

81. **M. Borrero** (Conseil international des traités indiens), s'exprimant au nom du grand groupe des peuples autochtones, dit que, dans un monde où 80 % de la biodiversité qui subsiste encore se trouve sur les territoires des communautés autochtones, l'apport des savoirs traditionnels des peuples autochtones à la lutte contre la crise climatique mondiale doit être pleinement reconnu. Constituant 15 % de la population mondiale qui vit dans l'extrême pauvreté alors même qu'ils ne forment que 5 % de la population mondiale, les peuples autochtones, que l'on associe souvent à la durabilité, ont beaucoup à transmettre et à apporter aux niveaux mondial, national et local.

82. La résilience des peuples autochtones trouve son origine dans des siècles d'observation, la relation pleine de respect qu'ils entretiennent avec leurs terres, territoires et ressources et la volonté de survivre



inébranlable qui les anime après avoir subi pendant des générations des violations de leurs droits fondamentaux les plus élémentaires, commises par des forces extérieures qui convoitaient ces mêmes terres, territoires et ressources. Les changements climatiques et la mondialisation économique exercent une pression supplémentaire sur les peuples autochtones, qui pâtissent en particulier de l'impact des industries extractives et grosses consommatrices de ressources, qui entraînent bien souvent des déplacements massifs, la perte des moyens de subsistance et l'insécurité alimentaire.

83. Il incombe aux États doivent de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales des peuples autochtones, y compris leur droit à l'autodétermination consacré dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la Déclaration sur le droit au développement. Les activités globales de développement ne doivent pas porter atteinte à ces droits ; les projets de développement ne doivent être lancés qu'avec l'accord préalable et éclairé des peuples autochtones et la garantie que les fruits du développement seront équitablement partagés et serviront à faire reculer les inégalités. La mise en œuvre des objectifs de développement durable doit faire l'objet d'un suivi reposant sur des données ventilées, en collaboration avec les peuples autochtones. L'orateur tient à souligner que la résilience des peuples autochtones ne dispense pas les États de respecter les droits et libertés de ces peuples, comme ils en ont pris l'engagement solennel – droits et libertés dont le caractère universel ne saurait être remis en question.

84. **M<sup>me</sup> Craviotto** (Confédération syndicale internationale), s'exprimant au nom du grand groupe des travailleurs et des syndicats, dit que, pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030, notamment ceux concernant l'élimination de la pauvreté, la lutte contre les changements climatiques, la garantie d'un travail décent et d'un enseignement de qualité, la réduction des inégalités et la construction de sociétés pacifiques et inclusives pour tous, des obstacles restent encore à surmonter. Il ressort du Forum politique de haut niveau pour le développement durable tenu en 2018 que, jusqu'à présent, l'action, l'ambition et le financement public ont manqué pour surmonter ces obstacles.

85. Le grand groupe des travailleurs et des syndicats appelle à une transition juste, à une transformation rapide et équitable vers des sociétés écologiquement viables et socialement responsables, ainsi qu'au dialogue social entre communautés, États, travailleurs et employeurs, afin de faire en sorte que les populations s'approprient la transition au niveau local, de parvenir

au consensus, de permettre l'inclusion, de faciliter la mise en œuvre des politiques et de renforcer les pratiques démocratiques. La transition doit garantir que personne ne sera laissé pour compte dans l'action menée pour réduire les émissions, protéger le climat et faire progresser la justice sociale et économique. Un enseignement public et des services de santé et sociaux gratuits, tenant compte des questions de genre et accessibles à tous sont indispensables au développement économique et social durable, ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

86. D'importants investissements dans les infrastructures seront nécessaires pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable. Le grand groupe des travailleurs et des syndicats estime que l'investissement public convient mieux à cette fin et s'inquiète de la privatisation croissante des services publics, notamment dans le cadre des partenariats public-privé, privatisation qui peut nuire à la qualité, à l'équité et aux droits de l'homme et entraîner des surcoûts sur le long terme. L'oratrice appelle donc les États à favoriser les réglementations et les politiques qui permettent au secteur privé de contribuer à la réalisation des droits de l'homme et à la mise en œuvre du Programme 2030, y compris à veiller au respect du devoir de diligence.

87. **M. Vachon** (Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs), s'exprimant au nom du grand groupe de la communauté scientifique et technique, dit que la science et l'ingénierie jouent un rôle important dans la création de sociétés durables et résilientes. Le dialogue entre scientifiques et décideurs est indispensable à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Compte tenu de l'augmentation de la population urbaine, en particulier en Asie et en Afrique, et de l'assez faible industrialisation de ces régions, l'ONU doit promouvoir des normes et des cadres à même de garantir un développement dans lequel les services d'infrastructure répondent aux besoins de l'aménagement urbain.

88. L'ONU doit encourager les États Membres à développer la coopération internationale dans les sciences, les techniques et l'ingénierie, sans lesquelles l'on ne peut bâtir de sociétés durables et résilientes, en particulier dans les pays les moins avancés, ainsi qu'à apporter leur appui aux activités que mène le grand groupe pour renforcer cette coopération en vue de la réalisation des objectifs de développement durable. Il faut œuvrer au renforcement des capacités techniques, institutionnelles et locales ; à cet égard, dans son Plan 2030, la Fédération mondiale vise notamment à mieux pourvoir à la formation des ingénieurs et au renforcement des capacités à travers le monde.



89. Les métiers de l'ingénierie et des sciences doivent se transformer pour prendre en compte tous les aspects de la durabilité. À cet égard, l'ONU doit œuvrer à l'adoption du modèle de code de pratique en matière de développement durable établi par la Fédération mondiale. Compte tenu de l'interdépendance des objectifs de développement durable, scientifiques et ingénieurs seront tenus de reconnaître la diversité des disciplines et des traditions intellectuelles entre les différentes régions géographiques. Conscient de la complexité de la mise en œuvre des objectifs du Programme 2030, le grand groupe de la communauté scientifique et technique est favorable à ce que des priorités soient définies, sur la base des faits, et s'engage à soutenir l'innovation. Pour mettre en place des services d'infrastructure durables, il est indispensable de procéder au calcul du coût complet du cycle de vie, une méthode que l'ONU doit promouvoir à tous niveaux.

90. **M. Griffith** (Griffith Foods), s'exprimant au nom du grand groupe des entreprises et de l'industrie, dit que le monde de l'entreprise réitère son soutien au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable et réaffirme qu'il incombe aux organisations représentatives du commerce et de l'industrie de participer à leur mise en œuvre.

91. Lors des exposés faits au titre des examens nationaux volontaires, on s'est attardé davantage sur le rôle des entreprises. Le monde de l'entreprise se félicite que beaucoup d'États Membres aient souligné l'importance que revêtait la collaboration avec les entreprises aux niveaux mondial, national et local pour assurer le succès du Programme 2030.

92. Les entreprises et les associations de chefs d'entreprise participent et contribuent aux efforts déployés pour mettre fin à la pauvreté et promouvoir le développement durable et la prospérité en vue de la réalisation des objectifs de développement durable, malgré l'incertitude créée par l'augmentation des tarifs douaniers. Le grand groupe des entreprises et de l'industrie est favorable à un régime des échanges fondé sur des règles et souligne l'importance de l'Organisation mondiale du commerce et du système multilatéral. Le commerce et l'industrie jouent un rôle important dans l'action menée pour ne laisser personne de côté et transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes. L'orateur conclut que les entreprises sont idéalement placées pour trouver des solutions appropriées qui permettent de générer des profits durables par des pratiques durables.

93. **M. Riley** (Global Ageing Network), s'exprimant au nom du groupe d'intérêt des personnes âgées, dit que

les sociétés développées et les sociétés en développement connaissent partout un vieillissement sans précédent. Si la mise en œuvre des objectifs de développement durable devait profiter aux personnes âgées et permettre de renforcer leurs droits fondamentaux, ce sont toutes les franges de la société qui en bénéficieraient.

94. Les personnes âgées, en ville et à la campagne, font face, sous une forme exacerbée, à tous les défis, risques et problèmes auxquels s'attaquent les objectifs de développement durable. Elles sont victimes de formes complexes d'exclusion et de marginalisation relevant d'une multitude de facteurs, dont l'âge, profondément ancré dans les sociétés, auquel s'ajoutent d'autres préjugés, notamment sexuels et ethniques. Elles n'ont pas un accès égal à un logement convenable, aux services publics ni aux autres ressources, ce qui constitue une violation de leurs droits fondamentaux. Lorsqu'on ambitionne de ne laisser personne de côté, l'on vise aussi par-là aussi les personnes de tous âges tout au long de leur vie.

95. Les personnes âgées du monde entier doivent être prises en compte dans la planification et la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Le groupe d'intérêt des personnes âgées demande que les personnes âgées participent pleinement à la conception et à l'élaboration des initiatives visant la réalisation de ces objectifs, que soient mis en place des mécanismes qui favorisent leur indépendance et leur bien-être, y compris l'accès aux soins de santé préventifs et à d'autres services de qualité, et que l'on s'engage à les protéger contre la négligence et les discriminations dans toutes les activités entreprises aux fins des objectifs de développement durable.

96. **M. Moe** (Volunteer Groups Alliance), s'exprimant au nom du groupe d'intérêt des bénévoles, dit que le travail bénévole, auquel participe un milliard de personnes dans le monde, n'étant pas motivé par la perspective d'une rémunération, est de ce fait le type de travail le plus précieux. Ce n'est pas l'argent qui motive les bénévoles mais la conviction que, sur le long terme, le coût de l'inaction est exorbitant.

97. L'intervention en cas de catastrophe montre la force et la résilience dont les communautés peuvent faire preuve, par exemple, lorsque les bénévoles sont les premiers à intervenir et restent plus longtemps pour reconstruire. Pour permettre aux bénévoles d'intervenir efficacement, il incombe aux États de créer un cadre propice et d'instaurer une culture du bénévolat sans attendre que les catastrophes se produisent. Au cours de l'année écoulée, en Inde, un vaste réseau de bénévoles s'est engagé contre la déforestation et a œuvré à la

réalisation de l'objectif de développement durable n° 15, montrant ainsi ce que l'on pouvait faire avec du temps, de l'énergie, de la coordination et des ressources.

98. Certes, le bénévolat n'est pas la seule solution aux problèmes du monde les plus pressants et, quand bien même est-il un phénomène mondial, son ampleur et son impact ne sont pas les mêmes partout. Il prospère lorsque la loi, les politiques et des partenariats le soutiennent, politiquement et financièrement, et dès lors qu'on le mesure, qu'on constate son utilité et qu'on l'encourage.

99. L'orateur exhorte les pays à adopter des programmes, lois, plans, politiques et initiatives qui encouragent le bénévolat et à renforcer les outils existants, à mesurer et à faire connaître la contribution des bénévoles à la réalisation des objectifs de développement durable, et à inviter les bénévoles et la société civile à s'associer pour recueillir et analyser les données relatives aux objectifs de développement durable.

100. **M. Lappalainen** (KEHYS, plateforme finlandaise d'organisations non gouvernementales de développement auprès de l'Union européenne), s'exprimant au nom du groupe d'intérêt des établissements d'enseignement et des universités, dit que l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie doivent jouer un rôle important si l'on veut que nos sociétés se transforment et deviennent plus durables et écologiques et que soient atteints les objectifs de développement durable dont le Forum politique de haut niveau pour le développement durable examinent la mise en œuvre.

101. Le manque de ressources est le principal obstacle à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 4. Les budgets nationaux demeurent insuffisants, l'aide publique au développement diminue et les propositions visant à répondre aux besoins de financement par le recours aux prêts mènent à l'endettement. Le manque de ressources favorise la privatisation de l'enseignement dans certains pays, où des acteurs privés à but lucratif viennent combler les lacunes de l'offre publique, et fait que les États peinent à s'acquitter des obligations qui leur incombent au titre du Programme 2030.

102. Les politiques éducatives se heurtent à plusieurs problèmes : en particulier, trop peu d'attention est accordée à l'égalité des sexes et à la condition des enseignants, l'éducation des jeunes et l'enseignement pour adultes sont négligés, la violence et les conflits persistent et de nouveaux problèmes apparaissent. Afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, il faut considérer l'éducation et

l'apprentissage tout au long de la vie comme un droit fondamental et faire en sorte qu'ils soient de bonne qualité, équitables, inclusifs, gratuits et accessibles à tous. En appuyant l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie, on renforcera les liens entre les trois dimensions du développement durable. Enfin, les droits de l'homme, le développement durable et la citoyenneté mondiale doivent faire partie des programmes d'enseignement.

103. **M<sup>me</sup> de Guzman** (Foundation for Environmental Stewardship), s'exprimant au nom du groupe d'intérêt des parties prenantes de Sendai, dit que le groupe représente une multitude d'acteurs sociaux – communautés urbaines et rurales, professionnels, personnes vivant dans la pauvreté, fonctionnaires, représentants de la société civile –, tous unis par leur engagement en faveur de la réduction des risques de catastrophe. À cet égard, il appartient aux populations locales et à la société civile d'examiner tous les moyens possibles de faire connaître leurs besoins et de nouer des partenariats. Collaborer avec les autorités locales et territoriales à la constitution d'une volonté politique s'avère indispensable si l'on veut officialiser l'engagement en faveur de ces nouvelles pratiques de développement. Pour que personne ne soit laissé de côté, il convient d'adopter une approche axée sur l'être humain à même de développer les moyens d'action, d'attirer les ressources, de renforcer les capacités et de soutenir les populations là où il est le plus urgent d'agir.

104. Le groupe d'intérêt invite les pays à rappeler l'urgente nécessité d'un développement conscient des risques, à faire savoir qu'il est possible et utile de faire participer toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du programme de développement durable, à mettre à profit la science, la technologie et les savoirs autochtones et locaux, et à promouvoir l'application du principe de responsabilité lors de la mise en œuvre, au niveau national, des accords conclus au niveau mondial.

105. Le groupe d'intérêt des parties prenantes de Sendai est prêt à recueillir des données sur le risque de catastrophe et à les rendre accessibles à tous, à renforcer les capacités de résilience des acteurs locaux, en dispensant des formations à l'intention des jeunes, en particulier des filles, et en les aidant à devenir des agents du changement et des décideurs dans le domaine de la résilience, à transférer des ressources financières et techniques sur le terrain et à mener des activités de résilience intégrées à l'échelon local.

106. Tandis qu'approche l'échéance de 2020, date à laquelle le nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe devra avoir augmenté, les États sont invités à associer toutes

les parties prenantes aux activités de mise en œuvre et de suivi.

*La séance est levée à 17 heures.*